

Début des récoltes de la saison culturale 2018B et amélioration de la sécurité alimentaire au niveau des communautés

Points saillants :



Le prix du haricot est en hausse malgré les premières récoltes de la deuxième saison culturale 2018 B, mais les prix des autres produits alimentaires ont baissé ou sont restés stables depuis février 2018.



Les pluies excessives accompagnées d'inondations par endroits ont occasionné des dégâts importants en particulier sur les cultures (haricots).

Contexte

Le présent bulletin coïncide avec les premières récoltes du haricot de la saison 2018 B, saison culturale principale et qui représente plus de la moitié des productions agricoles annuelles. Les précipitations excessives enregistrées au cours des mois d'avril et mai ont occasionné d'importants dégâts sur diverses infrastructures telles que des habitations, écoles, digues et cultures, notamment dans les provinces de Bujumbura Mairie, Bujumbura Rural, Makamba, Bubanza, Rumonge et Rutana. Selon la matrice de suivi des urgences de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), plus de 80 000 personnes, au niveau national, ont été touchées par les aléas climatiques entre janvier et mai 2018 [Lien](#).

D'après l'indice des prix à la consommation des ménages (IPC) produit mensuellement par [l'ISTEEBU](#), l'inflation des denrées alimentaires a sensiblement baissé depuis le mois de janvier 2018 passant de 22,3 % à 10,8 % au mois d'avril 2018, même si son niveau elle reste évalué à deux chiffres.

Les aléas climatiques (précipitation excessives et inondations), les répercussions de la peste des petits ruminants (PPR) ainsi que l'inflation alimentaire sont toujours considérés comme les facteurs limitants pour la sécurité alimentaire actuelle. Les pertes en production à la suite des aléas climatiques durant la saison culturale en cours risquent de limiter les disponibilités de produits dans les ménages et sur les marchés à la suite des récoltes encours.



Source: PAM/ Didier Bukuru



Tendance des prix des principales denrées alimentaires sur le marché

Dans l'ensemble, à l'exception du haricot, les prix des autres denrées principales sont soit en baisse soit stables depuis les dernières récoltes de février 2018.

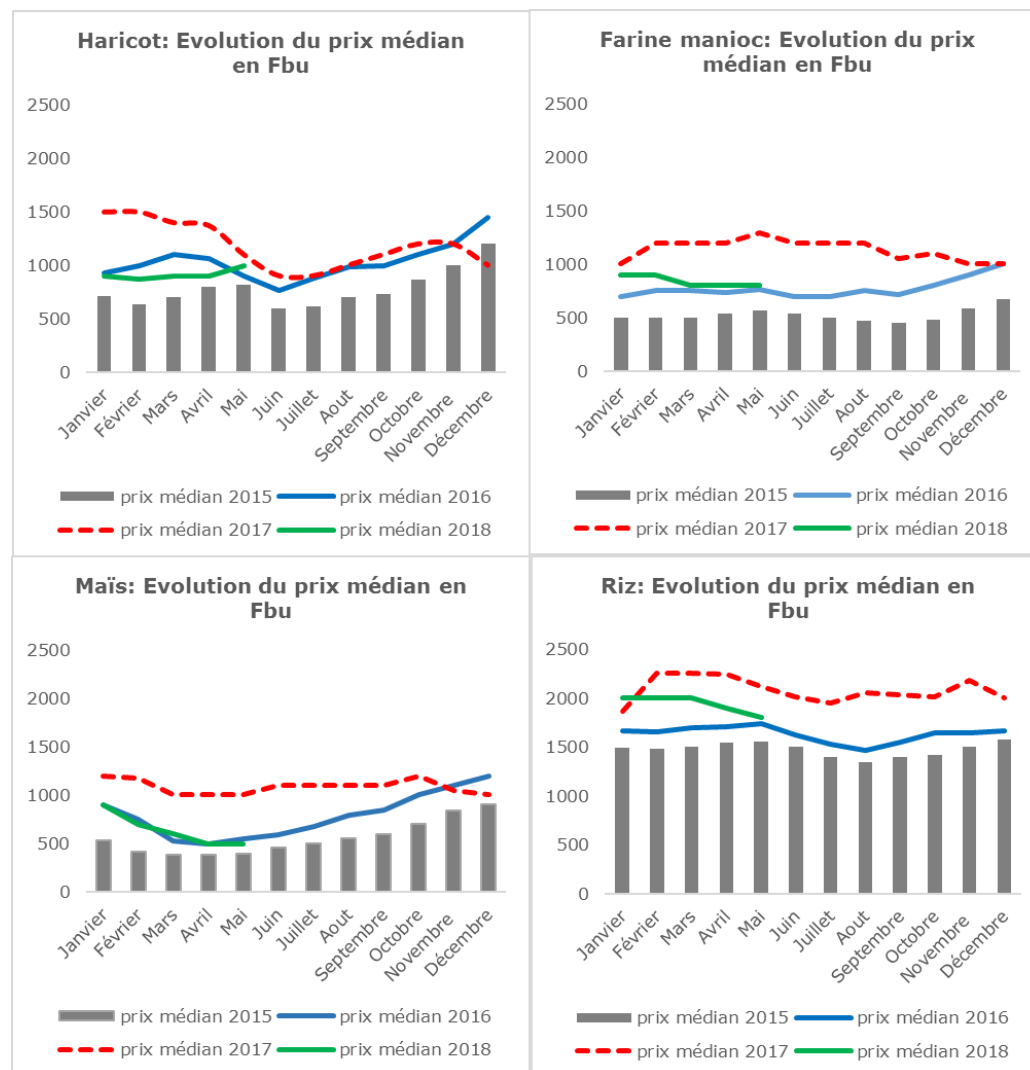
Pour le haricot, le prix médian du mois de mai 2018 au niveau national est à 900 Fbu/kg soit une augmentation de 11 % par rapport à avril 2018 et, pour la première fois depuis janvier 2018, il dépasse celui de mai 2016 et atteint presque celui de mai 2017. Aussi la tendance est à la hausse depuis janvier 2018, contrairement aux tendances des années précédentes, 2016 et 2017. La hausse des prix du haricot est principalement due aux réajustements du marché en prévision des pertes de récoltes dues à l'excès des précipitations observée entre avril et mai 2018

Pour le troisième mois consécutif, le prix de la farine du manioc reste stable avec 810 Fbu / kg, alors qu'elle se vendait à 1291 Fbu au même moment de 2017, soit une baisse de 38 %.

En général, le niveau des prix mensuels de 2018 se rapproche de celui de 2016, mais il est largement en deçà de 2017, année qui a connu un fort déficit alimentaire.

Même si les prix de 2018 affichent une certaine stabilité depuis le mois de janvier, leur niveau reste relativement élevé pour les ménages dépendant des revenus provenant de la main-d'œuvre.

Fig.1 Évolution des prix des denrées alimentaires de base



Source: mVAM/PAM, mai 2018



Tendance des prix des principales denrées alimentaires sur le marché (suite)

Le suivi des prix sur les marchés dans les provinces, montre des disparités géographiques qui aboutissent à la classification des différentes provinces du pays en « 3 grandes zones ».

En effet, dans le centre et dans le nord du pays, les prix de l'ensemble des denrées alimentaires de base se situent en dessous de la médiane et restent relativement accessibles. Tandis que pour les provinces du sud est et de l'ouest, à savoir Ruyigi, Makamba, Cibitoke, Bubanza et Cankuzo, environ la moitié des denrées principales sont vendues à des prix qui dépassent le prix médian national.

Quant aux provinces Rumonge, Mwaro, Bururi et la mairie de Bujumbura, l'ensemble des denrées se vendent à plus de 10 % plus chers que dans la première zone et la quasi-totalité des prix des denrées de base se situent au-dessus des prix médians. Cette situation de vulnérabilité s'explique par la loi de l'offre et de la demande dans la mesure où certaines de ces provinces, étant des agglomérations urbaines, sont plus demandeurs qu'offreurs de denrées sur le marché.

Le fonctionnement des marchés est satisfaisant dans l'ensemble et pour tous les denrées alimentaires, avec cependant, des perturbations de flux liées aux mauvais état des routes intercommunales et/ou provinciales.

Aussi, on constate une inquiétante hausse des prix des denrées alimentaires dans les zones pourtant réputés de fortes potentialités de production comme Makamba, Cankuzo et Ruyigi.

Cette forte augmentation s'expliquerait par la pression des commerçants en demande de stocks en vue d'approvisionner d'autres localités. Au niveau de l'appréciation communautaire, 34 % des informateurs clés trouvent que les prix sont en augmentation, contre 9 % seulement pour le mois d'avril 2018 (mois précédent).

Tableau 1: Évolution des prix des denrées alimentaires de base

| Denrée | Riz (grain court) | Riz (grain long) | Mais grain | Mais farine | Manioc farine | Haricot ordinaire | Ndagala sec |
|-------------|-------------------|------------------|------------|-------------|---------------|-------------------|-------------|
| Gitega | 1500 | 1700 | 430 | 700 | 800 | 1000 | 25000 |
| Karuzi | 1500 | 1800 | 410 | 600 | 700 | 1000 | 30000 |
| Kayanza | 1500 | 1800 | 550 | 700 | 800 | 1000 | 30000 |
| Kirundo | 1400 | 1500 | 500 | 700 | 800 | 800 | 30000 |
| Muyinga | 1500 | 1800 | 450 | 600 | 700 | 800 | 30000 |
| Ngozi | 1400 | 1800 | 500 | 650 | 700 | 1000 | 30000 |
| Rutana | 1500 | 1800 | 400 | 700 | 650 | 900 | 32500 |
| Muramvya | 1500 | 1600 | 550 | 700 | 800 | 1100 | 30000 |
| Ruyigi | 1800 | 2000 | 450 | 600 | 700 | 950 | 35000 |
| Makamba | 1600 | 1950 | 550 | 800 | 800 | 1000 | 30000 |
| Buja Rural | 1500 | 1600 | 600 | 750 | 800 | 1200 | 25000 |
| Cibitoke | 1400 | 1700 | 600 | 1000 | 1000 | 1000 | 28000 |
| Bubanza | 1400 | 1800 | 700 | 800 | 900 | 1100 | 25000 |
| Cankuzo | 1600 | 2200 | 450 | 1000 | 800 | 900 | 36000 |
| Rumonge | 1700 | 2000 | 700 | 1000 | 1000 | 1200 | 20000 |
| Mwaro | 1700 | 1900 | 700 | 900 | 900 | 1100 | 20000 |
| Bururi | 1800 | 2000 | 600 | 800 | 1000 | 1000 | 32500 |
| Buja Mairie | 1600 | 2000 | 700 | 1000 | 1000 | 1200 | 32000 |

Source: mVAM/PAM, mai 2018

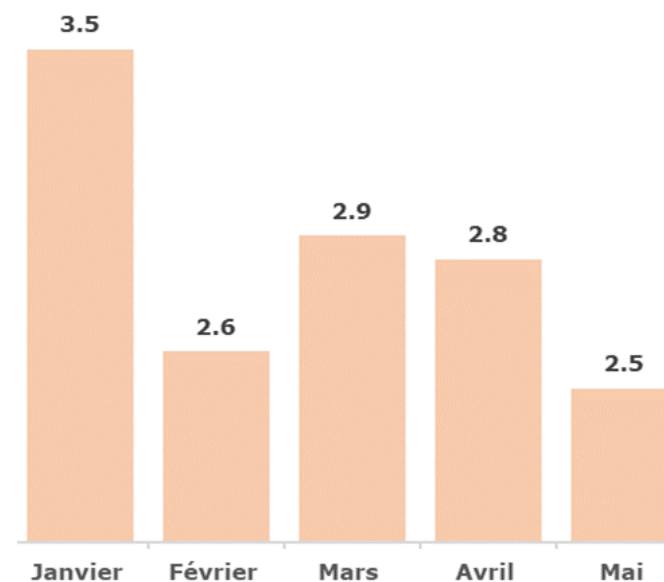


Accès aux principales sources de revenus

La rémunération journalière provenant de la main-d'œuvre agricole, qui constitue la principale source de revenus pour plus de 20 % des ménages d'après la dernière enquête FSMS de mars 2018, aujourd'hui à 2430 Fbu par personne a diminué de 20 % par rapport à janvier 2018 et de 7 % par rapport à avril 2018. D'après les estimations du coût du panier alimentaire réalisées par la [FAO](#) au mois de mars 2018, pour couvrir les besoins alimentaires journaliers d'un ménage il faudrait en moyenne 5843 Fbu. Cela signifie qu'un ménage dépendant des revenus provenant de la main-d'œuvre devrait compter plus de deux personnes (2,4 personnes) travaillant régulièrement pour pouvoir couvrir les besoins du ménage ce qui est peu probable dans le contexte actuel. En effet, l'estimation du coût du panier alimentaire a montré que ce dernier n'était effectivement couvert qu'à plus ou moins 73 % du panier.

Selon une simulation basée sur le panier alimentaire du PAM soit 360 g de céréales, 120 g de légumineuses, 25 g d'huile et 5 g de sel par jour (soit 2100 Kcaj /personne par jour), pour le mois de mai 2018, le ménage moyen burundais (6 personnes/ménage) aurait besoin de 2676 Fbu alors que le salaire moyen pour la main-d'œuvre agricole, principale source de revenu des ménages vulnérables, n'était que de 2430 Fbu. L'accès alimentaire au sein des communautés reste par conséquent problématique.

Fig. 2 Indice de termes de l'échange (2018)



Source: PAM/ mVAM, mai 2018.



Situation de la sécurité alimentaire au niveau communautaire

Le précédent bulletin avait prédit la stabilité des denrées alimentaires à la suite de la bonne performance de la saison culturale 2018 A. Néanmoins, les aléas climatiques durant la saison 2018B ne permettent pas de nourrir les mêmes espoirs pour les communautés concernant les récoltes en cours et l'amélioration de la sécurité alimentaire. En effet, si au cours de la période de soudure allant d'avril à mai, les disponibilités alimentaires sont restées relativement satisfaisantes, la récolte de la saison 2018 B ne pourra pas améliorer durablement les disponibilités alimentaires. Les récoltes de la saison culturale 2018 B ont été sérieusement affectées par les aléas climatiques, ce qui a eu pour corolaire une tendance à la hausse du prix des produits alimentaires de base, notamment le haricot, principale culture de la saison. La disponibilité alimentaire dans les communautés est assurée pour les provinces de Cibitoke, Cankuzo, Makamba, Rutana et une partie de la province de Bururi. Dans cette partie, les prix sont relativement abordables. En revanche, les provinces de Gitega, Bujumbura Mairie, Kirundo, Muramvya, Ngozi et Karusi connaissent une importante réduction des stocks alimentaires dans les communautés. Les prix des denrées alimentaires affichent une tendance à la hausse et constituent un facteur limitant en termes d'accès. En ce qui concerne l'appréciation générale au niveau communautaire, 41 % des informateurs clés estiment que les disponibilités alimentaires sont en diminution et les stocks en épuisement. Le niveau élevé des prix, notamment des produits alimentaires, constitue un frein à la stabilité et à l'amélioration de la sécurité alimentaire, particulièrement pour les plus vulnérables.



Suivi de la saison agricole

Les précipitations excessives enregistrées au deuxième trimestre continuent d'impacter la production agricole et, en conséquence, les fluctuations de prix des produits alimentaires. Néanmoins, vers la deuxième quinzaine du mois de mai, les cultures des marais bien aménagés se sont révélées avec le début de la saison sèche et le retrait des eaux.

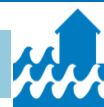
Dans les plantations rizicoles des marais qui jonchent les plateaux centraux, l'ouest et le sud-est du pays, l'aspect végétatif des rizières est relativement bon. Il en va de même pour les maraichages et les plantations de patates douces observables sur les lisières des marais. Les fortes précipitations ont également eu des effets positifs sur les plantations de bananes plus exigeantes en eau. Cependant, dans les provinces du nord du pays, les informateurs clés signalent la maladie du « flétrissement bactérien » ou « Banana Xanthosomas Wilt » (BXW). En définitive, l'aspect végétatif des cultures a été compromis dans près de la moitié des appréciations des informateurs-clés, c'est-à-dire un aspect végétatif très mauvais dans 13 % des cas et mauvais dans 34 % des cas, une situation imputable aux aléas de la saison.



La situation sécuritaire et autres conflits

La majorité (85 %) des informateurs clés rapportent que les communautés à la base auraient souffert de cas d'insécurité ou de conflits divers au cours des 3 derniers mois ; conflits fonciers fréquents dans 47 % et très fréquents dans 40 % des cas, viols et violences dans 41 % des cas, criminalité dans 13 % des cas, arrestations arbitraires dans 17 % des cas, prélèvements informels ou taxation forcée dans 40 % des cas.

Par ailleurs 38 % des informateurs clés parlent d'accueil d'un mouvement important de population alors que 17 % parlent de migration inhabituelle dans leur zone. Selon les données du HCR, au cours du mois de mai 4683 retournés ont été accueillis principalement dans les provinces de l'est du pays.



Les chocs et aléas naturels

Les tendances pluviométriques excédentaires prédites par l'institut géographique du Burundi ([IGEBU](#)) pour la période mars-avril-mai 2018, ont été effectivement observées sur presque tout le pays. Ces phénomènes extrêmes avaient provoqué des inondations ayant causé des dégâts matériels et humains dans le centre, le sud et l'ouest du pays. De lourdes conséquences ont été observées dans les zones de basse altitude, à l'instar des dégâts dans les localités de Bujumbura rural, Bujumbura mairie et Nyanza Lac (Makamba).

Selon la matrice de suivi des urgences de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), plus de 80 000 personnes, au niveau national, ont été touchées par les aléas climatiques entre [janvier et mai 2018](#). Et les récentes pluies d'avril et mai ont occasionné d'importants dégâts sur diverses infrastructures telles que des habitations, écoles, digues et cultures, notamment dans les provinces de Bujumbura Mairie, Bujumbura Rural, Makamba, Bubanza, Rumonge.

Environ 68 % des informateurs clés interrogés dans le cadre du mVAM ont mentionné que les cas de pluies excessives et de grêle, accompagnées de vents violents, ont causé des dégâts importants à travers le pays au cours des 3 derniers mois.

Environ 32 % des informateurs clés ont également mentionné l'attaque significative des prédateurs sur les cultures au cours des 3 derniers mois, à l'instar de la menace de la chenille légionnaire d'automne, qui reste d'actualité bien que les dégâts restent minimes jusqu'à aujourd'hui.



Méthodologie

Le mVAM recueille des données sur quelques indicateurs clés du Système d'Alerte Précoce (SAP) portant sur l'appréciation qualitative des indicateurs d'accès des ménages aux principales sources de revenus et d'alimentation, les prix, l'évolution de la saison agricole ainsi que les fléaux pouvant perturber la sécurité alimentaire des ménages tels que les aléas climatiques, les maladies et les différents types de conflits.

Les informateurs clés pour le SAP sont pour la plupart des volontaires de la Croix Rouge établis au niveau des communautés dans les 55 communes ciblées dans tout le pays et qui jouent le rôle de rapporteurs/informateurs communautaires.

Le mVAM assure également le suivi des prix sur 65 marchés répartis sur tout 71 communes du Burundi et par le truchement de trois commerçants informateurs clés par marché, contactés chaque semaine pour fournir les prix d'une vingtaine de denrées de base. Initialement, les marchés concernés par le mVAM venaient compléter des marchés renseignant déjà le système d'information sur les prix (SIP) du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage. Ayant constaté que les marchés du système d'information sur les prix (SIP) ne sont plus régulièrement couverts, alors que ces derniers sont des références nationales, le mVAM du PAM au Burundi a pris l'initiative de couvrir ces mêmes marchés pour la fiabilité des données.

Pour le présent bulletin, les données ont été collectées sur l'ensemble du territoire du 1^{er} au 31 mai 2018. Le prix médian a été calculé sur la base des prix collectés sur les différents marchés au niveau des différentes provinces et régions.

Fig. 3 : Cartographie des marchés concernés par la collecte des prix



Source: PAM/Burundi



Pour plus d'informations :

- Kennedy NANGA** kennedy.nanga@wfp.org
- Jean MAHWANE** jean.mahwane@wfp.org
- J. Baptiste NIYONGABO** Jeanbaptiste.niyongabo@wfp.org

- Ressources**
- Site Internet** : vam.wfp.org/sites/mvam_monitoring/
 - Blog** : mvam.org
 - Toolkit** : resources.vam.wfp.org/mVAM

